



SPÉCIAL
JOURNÉE
DE L'EAU

1/GHANA

LE MIRACLE DES PUIITS

Dans ces villages isolés, des pompes financées par Giorgio Armani et l'ONG Green Cross ont fait jaillir l'eau potable... et remis les enfants sur le chemin de l'école. Par Emmanuelle Eyles. Photos Bruno Fert.



Le 4x4 de l'ONG Green Cross ⁽¹⁾ déboûle dans le village de Kayadan poursuivi par une nuée d'enfants. Nous sommes à 250 km d'Accra, capitale du Ghana, là où les camions-citernes ne viennent jamais, où des villages oubliés de tous subsistent, à l'instar de 40 % du pays, sans accès à l'eau potable.

Des enfants au ventre ballonné et aux cheveux roussis par les carences alimentaires pataugent dans l'unique point d'eau du village, occupés à remplir des bassines qu'ils portent ensuite sur la tête jusqu'à la case familiale. L'eau est fétide, des papiers et des excréments de porcs y surnagent. Dans le meilleur des cas, elle sera bouillie avant d'être bue, mais la soif a souvent raison de la résistance de ces enfants qui triment par 45 °C. Les conséquences sont implacables : Kayadan vient d'enterrer cinq de ses habitants, victimes du choléra, et de nombreux enfants souffrent de bilharziose et de diarrhées, qui peuvent entraîner la mort, faute de dispensaire à proximité. ▶

A Kayadan, on peut enfin se laver et boire sans crainte d'attraper la bilharziose, maladie mortelle transmise par les eaux nauséabondes.



La pompe terminée, la vie et les gestes du quotidien ont repris leur cours normal.



Les enfants ne font plus que quelques mètres pour rapporter de l'eau.



Avant la pompe, Amina devait parcourir une longue route infestée de serpents pour remplir la bassine d'eau.



Martina est la responsable du puits : elle en a la clé et l'ouvre deux fois par jour.

► « Mais aujourd'hui est un jour qui restera dans nos mémoires, annonce solennellement le chef du village. Le puits foré terminé, pour la première fois depuis que ce village existe, nous allons tous boire de l'eau potable. Nous tenons à remercier Green Cross ainsi que monsieur Armani. » En effet, depuis mars 2011, l'argent provenant de la vente de deux parfums, Acqua di Gio et Acqua di Gioia de Giorgio Armani⁽²⁾, a permis de doter seize villages du Ghana d'un puits foré allant jusqu'à 120 m de profondeur, d'un autre creusé à la main et d'une citerne collectant l'eau de pluie, installée près de l'école du village. Le couturier italien, très sensible au problème de pénurie d'eau po-

table dans le monde, a demandé à Green Cross de choisir un pays particulièrement démuné, d'y repérer des villages isolés et d'y installer des puits.

18 l d'eau en moins d'une minute

Les principales sources d'approvisionnement au Ghana sont les rivières et les eaux souterraines. Mais les changements climatiques influent sur la disponibilité de l'eau, de plus en plus imprévisible. Cette situation affecte bien d'autres pays d'Afrique, continent qui à lui seul concentre plus d'un tiers des 883 millions de personnes privées d'accès à l'eau potable dans le monde.

Sous le regard des habitants parés de leurs plus beaux atours, le chef bénit le puits, avant de trancher à la machette le ruban et d'actionner la pompe : une eau

claire fait tinter la bassine. « Comptez avec moi, crie-t-il alors : nous allons remplir un seau de 18 l en une minute. » Enfants comme adultes, tous s'exécutent d'une seule voix. Une salve d'applaudissements éclate lorsque la bassine est remplie en cinquante-neuf secondes. Et le chef d'expliquer qu'il est interdit de venir laver du linge ou du piment dans le puits, que les mouches ne doivent pas s'y établir et qu'il faut se déchausser avant d'actionner la pompe...

Les femmes vont chercher en riant des bassines, accompagnées de leurs enfants, tandis que les hommes, cultivateurs de maïs, de gingembre et de bananes plantains, racontent les maladies terribles qui ont affligé le village.



Le matin, de 5 heures à 9 heures, et le soir, jusqu'à la tombée de la nuit, l'accès à la pompe est libre. Seules consignes : enlever ses tongs et ne pas y laver quoi que ce soit, pour éviter les mouches.

Mubarick Masawudu, responsable du programme Green Cross Ghana, les écoute avec émotion, même s'il connaît hélas par cœur la liste des fléaux liés à la consommation d'eau non potable. Ce qui n'empêche pas sa colère : « Dans notre pays, 40 % des ruraux vivent sans eau potable, et dans les villes seuls 70 % des habitants y ont accès. Le gouvernement ne fait rien, alors que les canalisations, rouillées et défectueuses, sont de plus en plus mauvaises. Les urbains qui en ont les moyens peuvent acheter de l'eau en bouteille, mais comment font les autres ? »

Du temps en plus pour étudier

Les enfants des villages doivent parcourir de longues distances chaque matin pour aller chercher une eau douteuse qui les rendra malades. D'après un rapport du Programme des Nations unies pour le développement, 443 millions de jours de scolarité sont ainsi perdus

« Au Ghana, 40% des ruraux vivent sans eau potable. Et en ville, seuls 70% des habitants y ont accès. »

Mubarick Masawudu, responsable du programme Green Cross Ghana

chaque année dans le monde, en raison de maladies véhiculées par l'eau. A quelque 50 km de là, dans le joli village d'Adwasa, les puits récemment installés ont changé le quotidien des habitants. Les femmes n'envoient plus leurs enfants à des kilomètres chercher quelques litres d'eau. Elles cuisinent tranquillement devant leurs cases avec une eau claire puisée à quelques mètres de là. Dans la cour de l'école, une grande citerne d'eau de pluie filtrée permet aux élèves de se désaltérer et de se laver les mains avant les cours. L'institutrice, Martina, a le sourire : « Les enfants arrivent enfin à l'heure, ils ne s'endorment plus sur leur table, et s'ils ont soif, c'est d'apprendre. »

1. ONG fondée en 1993, à la suite du Sommet de la Terre de Rio, par Mikhail Gorbatchev. www.gci.ch. 2. Du 19 au 25 mars, pour tout parfum Acqua di Gio ou Acqua di Gioia acheté, la marque reverse 100 l d'eau à Green Cross. ▶

2/TURQUIE

LE BARRAGE DE L'ANGOISSE

D'ici peu, vingt-deux barrages verront le jour sur le Tigre et l'Euphrate. La prospérité assurée pour le gouvernement, un déchirement pour les deux millions de déplacés. Prise de pouls dans la vallée kurde. Par **Emmanuelle Eyles**. Photos **Bruno Fert**.

Dans une vallée belle à couper le souffle, une vieille femme se hisse sur un chemin de rocaïlle. Elle monte se recueillir sur les tombes de ses ancêtres. Au-dessus du cimetière se dresse la citadelle kurde millénaire de Hasankeyf, sculptée d'un seul bloc dans la falaise. Autour, près de quatre mille maisons troglodytiques qui auraient hébergé la civilisation sumérienne, des fragments d'un pont gigantesque, des mosquées, leurs minarets et un mausolée. En contrebas coule le Tigre, fleuve mythique dont les rives généreuses donnent céréales, pistachiers, vignes, figuiers et noisetiers...

Notre bergère au visage buriné pleure quand elle contemple sa vallée. « Dans trois ans, tout cela sera sous un lac de 300 km² et de 60 m de profondeur. Nos terres, nos maisons, nos tombes, nos ruines disparaîtront, car les autorités nous imposent le quatrième plus grand barrage du pays, à 90 km d'ici. » ▶





Tout ce qu'on voit autour de cette habitante d'Hasankeyf disparaîtra bientôt sous un lac de 300 km², à la suite de la construction du barrage d'Illisu, à 90 km de là.

► La vallée kurde est, en effet, au cœur d'un programme titanesque, le Gap (Güneydogu Anadolu Projesi : projet d'Anatolie du Sud-Est), lancé par le gouvernement turc, dont l'objectif final est de rejoindre, d'ici à 2023, date du centenaire de la République, le club des dix premières puissances mondiales. Dans quelques mois, vingt-deux barrages et dix-neuf centrales électriques seront achevés, couvrant un territoire d'1,7 million d'hectares.

Un enjeu géopolitique aussi...

Le Tigre et l'Euphrate ne s'écouleront plus librement. Sectionnés, ils produiront 22 % des besoins en électricité du pays, et les terres submergées permettront de doubler les surfaces agricoles irriguées du pays. L'enjeu est aussi géopolitique : la Syrie et l'Irak, pays situés en aval de ces fleuves et pour lesquels le Tigre est une ressource vitale, seront désormais à la merci de la Turquie qui, selon son bon vouloir, pourra retenir l'eau ou provoquer des inondations.

« On nous parle de lacs poissonneux, de développement économique et touristique, tonne Muyettin, 32 ans, guide des sites archéologiques de Hasankeyf, mais ce ne sont que des mensonges ! Les lacs des autres barrages deviennent nauséabonds au bout de deux ans à cause des alluvions, l'air empesté, le paludisme sévit et les touristes s'en vont. Que pèsent les deux cents villages et les deux millions d'habitants qui vont être déplacés dans le cadre du Gap ? Nous sommes des pions, kurdes de surcroît, et même si toutes les banques européennes se sont retirées du projet les unes après les autres, le gouvernement persévère. Et nous ne pouvons, hélas, pas faire appel à l'Unesco, car une telle demande doit émaner du gouvernement. »

« Nous subsistons grâce à nos chèvres et nos lopins de terre, mais tout sera bientôt noyé. »
Un habitant de Hasankeyf

Dans le petit café de Hasankeyf, assis autour du poêle, les villageois approuvent Muyettin. Un vieil homme prend la parole pour rappeler que cela fait plus de cinquante ans que la menace du barrage pèse sur leur vie : « En 1982, le ministère de la Culture a décrété que nous ne pouvions pas construire, car nous étions sur un site archéologique. Ils nous ont empêchés de moderniser ou d'agrandir le village. Nos maisons sont minuscules, nous n'avons ni hôtels ni écoles dignes de ce nom... D'une population de dix mille habitants il y a dix ans, nous sommes aujourd'hui descendus à trois mille. Les autres sont allés grossir les rangs des miséreux dans les grandes villes. Nous subsistons grâce à nos chèvres et nos lopins de terre, mais tout sera bientôt noyé, et le "Nouveau Hasankeyf" n'a ni terre fertile, ni granges pour le bétail. C'est un village à l'américaine, où le gouvernement veut nous parquer. »

Un futur paradis ?

A Illisu, site du barrage, le village a été rasé, la forêt décimée et les montagnes défigurées. Des soldats surveillent le site, et malgré des semaines de négociations en vue d'obtenir un droit de passage,

nous ne pouvons nous approcher du chantier. Des figuiers et des noyers arrachés gisent sur le sol, rien ne bouge dans le nouveau village fantôme, à part quelques poules, incongrues dans cette architecture « middle-class » américaine. Nous frappons à la porte d'une grande maison, identique aux cinquante autres. Une femme en fichu fleuri nous fait entrer. Elle nous confie que la cage est dorée mais bien vide, et qu'elle rêve chaque nuit de son ancien village. Son mari travaille sur le chantier, ils n'ont pas les moyens de quitter la région dévastée.

Dans son bureau, sous le portrait du charismatique Mustafa Kemal Atatürk, le gouverneur de Hasankeyf, Cevat Uyanik, explique, un peu las : « Ce projet va irriguer de vastes régions arides, créer des lacs et de nombreuses offres touristiques. Les gens viendront y faire du jet-ski ou de la plongée sous-marine. Chaque habitant de Hasankeyf sera relogé sans acquitter de loyer pendant cinq ans. Nous rembourserons la valeur de leur maison engloutie et leur permettrons d'acheter la nouvelle, sur vingt ans, avec un taux d'intérêt nul. Eux, qui pendant des décennies n'ont pas eu le droit de construire, pourront ouvrir des restaurants et des hôtels. L'eau de ce barrage est source d'espoir et de développement, ils finiront bien par le comprendre. »

En attendant, la construction des barrages se poursuit, modifiant à jamais le visage de la Turquie. Synonyme d'espoir et de pouvoir pour les uns, de menace pour les pays voisins, le Gap symbolise aujourd'hui la violence de l'État pour les deux millions de personnes déracinées qui vont assister, impuissantes, à l'immersion de leurs villages. ►



Hasankeyf, la citadelle kurde millénaire... bientôt noyée pour cause de barrage.



Les populations sont relogées dans de nouveaux villages où les maisons ressemblent à des cages dorées sans âme.



A Hasankeyf, il est interdit de construire depuis 1982 : les habitants vivent souvent dans une seule pièce.



Dans le nouveau village, fini les granges pour le bétail, les lopins de terre et les vergers fertiles.



Le gouvernement s'engage à déplacer les tombes, mais les habitants n'y croient pas.



Jean-Marie Monange, technicien de réseaux d'Eau de Paris, manipule une vanne d'alimentation sur le toit du réservoir de Montmartre.



SPÉCIAL
JOURNÉE
DE L'EAU

3/FRANCE

RETOUR DANS LE BAIN PUBLIC

Longtemps contrôlée par deux groupes privés, la distribution de l'eau potable de Paris est revenue dans le giron de la municipalité. Une tendance qui fait des émules. Par Manon Quérrouil-Bruneel. Photos Bruno Fert.

Postée au sommet de la butte Montmartre, une silhouette se découpe devant l'imposante basilique du Sacré-Cœur. L'ange gardien invisible des eaux de Paris prend fièrement la pose: « Quarante ans dans l'eau », s'amuse ce technicien de réseaux. Depuis 1973, de jour comme de nuit, Jean-Marie Monange veille dans l'ombre sur les dix gigantesques réservoirs d'eau potable qui alimentent la capitale. Comme par magie, le précieux liquide s'écoule ensuite dans les robinets des Parisiens. Il y a cinquante ans, ce petit miracle n'avait rien d'une évidence. Aujourd'hui, c'est un acquis complètement intégré à notre vie quotidienne, au point que nous sommes peu nombreuses à nous interroger sur sa provenance, et encore moins sur sa gestion. ►



L'usine d'Austerlitz alimente Paris en eau non potable, soit 170 000 m³/jour, pour les espaces verts et la chaussée.

En France, l'eau potable est contrôlée à 80 % par le secteur privé, une exception mondiale.

► « C'est parce qu'en France on a voulu en faire un dossier technique », constate Anne Le Strat, adjointe au maire de Paris chargée de l'eau et de l'assainissement, qui rappelle que sa mission concerne pourtant le « premier service essentiel pour la collectivité ».

Cette passionaria du liquide bleu, titulaire d'un doctorat de géopolitique portant sur la question de l'eau dans le conflit israélo-palestinien, bataille depuis dix ans pour une réforme de ce service. L'une des rares femmes à nager dans ce grand bassin trusté par des ingénieurs et des élus de sexe masculin qui, lors des réunions de l'ex-Société anonyme de gestion des eaux de Paris (Sagep, devenue Eau de Paris), l'ont d'abord prise pour la secrétaire. « Femme, jeune et écolo : je cumulais trois handicaps », s'amuse celle qui en est aujourd'hui la présidente. Et surtout le fer de lance d'une petite révolution

dans la capitale : le 1^{er} janvier 2010, la Ville de Paris a repris la main sur le service de distribution d'eau potable, mettant fin au contrat qui la liait depuis presque trente ans à Suez Environnement et Veolia. D'autres villes, comme Castres ou Cherbourg-Octeville, ont elles aussi franchi le cap.

Des contrats qui arrivent à échéance en 2014

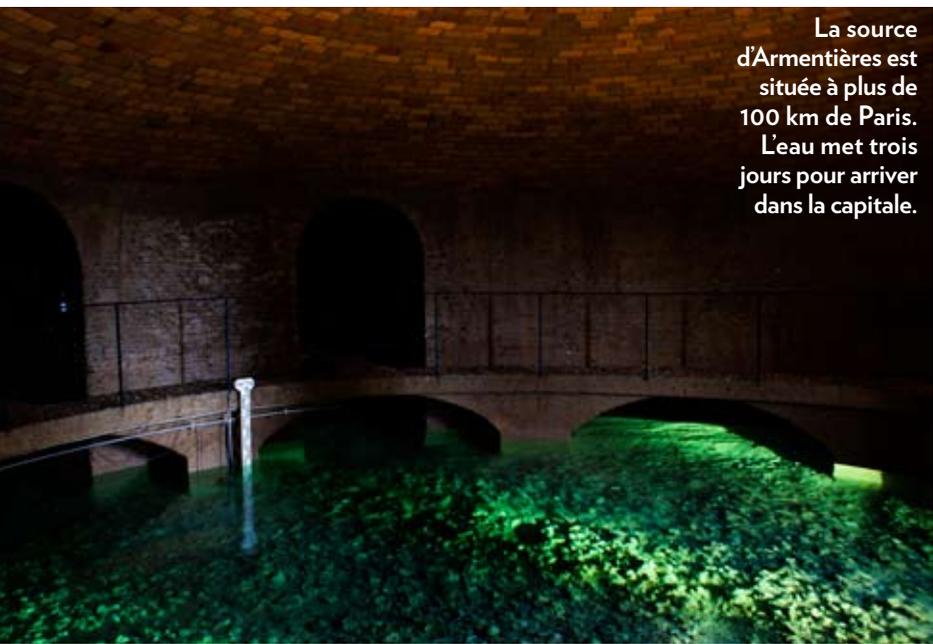
Pour l'élue apparentée socialiste, le recours aux sociétés privées a longtemps été une solution de facilité, aujourd'hui ébranlée par la crise qui pousserait les Français à s'interroger davantage sur les mécanismes de gestion des grands groupes. Il ne faut pas l'oublier : nous sommes une exception mondiale. Alors que chez nos voisins l'eau potable est en majorité gérée par le secteur ►



Anne Le Strat,
adjointe
(apparentée PS)
au maire de
Paris en charge
de l'eau.



La consommation
moyenne en
eau potable des
Parisiens est de
542 000 m³/jour.



La source
d'Armentières est
située à plus de
100 km de Paris.
L'eau met trois
jours pour arriver
dans la capitale.

► public, elle est chez nous contrôlée à 80 % par des entreprises privées, et ce depuis le règne de Napoléon ! Mais depuis les années 1990, de nombreuses villes cherchent à se réapproprier la gestion de l'eau.

Pour Bernard Guirkingner, directeur général adjoint de Suez Environnement, cette polémique autour de la gestion de l'eau par un opérateur privé ou public est un « faux débat », qu'il préfère orienter sur le « libre choix » des communes à opter pour le dispositif le plus pertinent. Un arbitrage qui aura lieu d'ici 2014, date à laquelle la plupart des contrats avec des opérateurs privés arriveront à échéance. En attendant, depuis deux ans, de plus en plus de communes font le choix d'une régie publique. Parmi les acteurs déclencheurs de ce changement : les associa-

tions de consommateurs, dont les enquêtes ont révélé que le prix de l'eau était, en moyenne, supérieur de 20 % lorsque le service était délégué à un opérateur privé.

Abus de position dominante ?

Jean-Luc Touly est un militant de la première heure d'une « remunicipalisation » de l'eau. Le cheval de bataille de ce conseiller régional Europe Ecologie : casser la connivence entre les élus, de droite comme de gauche, et les groupes industriels. Depuis dix ans, cet employé de Veolia s'attaque à la corruption entourant les contrats d'eau et a déjà essuyé neuf procès en diffamation. Son employeur a bien tenté de se débarrasser de ce trublion, mais il a été condamné pour licenciement abusif. Depuis, Jean-Luc Touly a été réintégré dans l'entreprise, mais mis « au placard » – ce qui lui donne tout le loisir de poursuivre, via la Fondation France Libertés, sa croisade contre les grands groupes industriels. Aujourd'hui, il se frotte les mains : la Commission européenne vient d'ouvrir une enquête pour entente et abus de position dominante contre les trois leaders du secteur de l'eau, qui détiennent 75 % du marché, Veolia, Suez Environnement et le groupe Saur. Soupçonnées d'avoir constitué une sorte de « cartel de l'eau », ces entreprises risquent des centaines de millions d'euros d'amende. Mais l'eau est loin de n'être qu'une histoire de gros sous.

La raréfaction des ressources naturelles pose l'urgence d'une gestion davantage axée sur le contrôle de la consommation à l'échelle mondiale. Hors de nos frontières, l'eau potable à portée de robinets reste encore, pour beaucoup, un rêve inaccessible. ■